



Embargo:
Mardi, 28 février 2006
10.00 heures

Seul l'exposé prononcé fait foi

Conférence de presse du 28 février 2006
La politique européenne : le pragmatisme, garant du succès

Prise de position sur la politique européenne 2006 d'economiesuisse

Quelques observations du bureau de Bruxelles
Florent Roduit, délégué à Bruxelles, membre de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Mon intervention vise à souligner deux choses. D'abord qu'economiesuisse est bien ancrée dans les milieux économiques européens. Ensuite et surtout que notre position sur la politique d'intégration s'appuie aussi sur une analyse générale du développement et des perspectives de la construction européenne, qui est faite sur place, au cœur de Bruxelles, où economiesuisse est physiquement présente. Depuis plusieurs années, elle y entretient en effet une antenne.

Nous y sommes présents en premier lieu parce que les institutions européennes et les nombreuses organisations qui gravitent autour d'elles, forment un microcosme assez fermé, dont il n'est pas possible de sentir les frémissements sans en faire partie. Il est donc illusoire de vouloir saisir pleinement, de l'extérieur, ce qui s'y passe, et surtout ce qui s'y prépare. Ceci explique pourquoi economiesuisse consacre des ressources pour y maintenir un poste d'observation.

Pour faire court, les activités d'economiesuisse à Bruxelles sont de trois ordres :

1. Premièrement, il s'agit de cultiver un réseau dense et stable de relations avec la Commission européenne, la Mission suisse, mais aussi avec les représentants des entreprises et des médias suisses sur place.
2. Deuxièmement, il s'agit de suivre du plus près possible les développements des dossiers qui sont d'un intérêt immédiat, ou d'un intérêt majeur à terme, pour les entreprises suisses. Mais il s'agit aussi de suivre les développements de la construction de l'UE en général. A cet égard, pour ce qui est de l'essentiel, et indépendamment des problèmes politiques qui se posent, il faut mettre en avant les difficultés de la réalisation du marché intérieur. On ne le considère plus unanimement comme un succès incontestable de la construction européenne. En particulier, la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz n'a pas encore été menée à bien. Et la concrétisation du

marché européen des services marque sérieusement le pas. La législation communautaire n'apporte donc pas tous les résultats attendus en termes de mobilité des facteurs de production. Ceci pèse sur la croissance, qui est très insuffisante pour régler la question du chômage notamment, et qui reste en tous cas bien inférieure à celle des principaux concurrents. Pour le monde économique, c'est la préoccupation majeure : l'Europe est à la traîne du processus de globalisation et peine à se frayer une place dans le peloton de tête dans la compétition qui fait rage entre les places économiques.

3. La troisième mission du bureau de Bruxelles est d'assurer une participation active du monde des entreprises suisses à la vie et aux décisions de l'UNICE, l'organisation faîtière de l'économie européenne. En étant membre à part entière de cette organisation, qui est certainement la plus influente en Europe, il nous est donné de prendre part à toutes ses décisions, sur un véritable pied d'égalité avec les organisations sœurs européennes. Dans les milieux économiques européens donc, le choix de la Suisse de ne pas adhérer pleinement à l'UE est très bien compris, et n'influence en rien ni le statut ni les moyens d'action d'économiesuisse au sein de l'UNICE.

Ainsi, quand bien même la Suisse se trouve en dehors de l'UE institutionnelle, par le biais d'économiesuisse, les entreprises suisses sont en revanche bien présentes dans l'Europe des fédérations économiques. Il faut ajouter qu'étant donné l'importance bien connue dans les milieux d'affaires des liens économiques qui lient la Suisse et l'UE, les positions défendues par economiesuisse au sein de l'UNICE sont écoutées et entendues à leur juste poids. Il va sans dire que cette affiliation à l'UNICE nous offre aussi la possibilité d'échanger des informations et de partager utilement de nombreuses expériences avec les organisations économiques sœurs.